

**Dans une attente bienveillante...**

---

**Marchés Financiers**

**BOURSE AMERICAINE :** Les investisseurs espèrent toujours une « bonne surprise » et un compromis dans les prochaines heures entre les élus Démocrates et la Maison Blanche sur de nouvelles mesures d'aide aux ménages et aux entreprises. L'espoir fait vivre et il fait monter les indices boursiers. En l'absence d'indicateurs économiques importants et soutenu par quelques publications de résultats positifs, l'indice S&P 500 a progressé de 0,5%, à 3 443 (+ 16 points). L'indice-phare de la bourse de New-York a fluctué entre 3 450 et 3 475 pendant une grande partie de la journée, sans grande tendance. Il a brutalement perdu près de 20 points un peu moins d'une heure avant la fin de la séance, certains investisseurs semblant perdre patience alors qu'aucune information nouvelle était publiée sur l'avancement des négociations. La présidente Démocrate de la Chambre des Représentants, en charge des négociations, s'est, toutefois, montrée optimiste, indiquant que, malgré certains sujets toujours en discussion, le texte était en train d'être rédigé. Donald Trump s'est dit prêt, de son côté, à accepter un plan à plus de 2 200 Mds \$, le montant réclamé par les Démocrates. Le Dow Jones a progressé de 0,4%, à 29 309 (+ 113 points), et l'indice Nasdaq Composite a gagné 0,3%, à 11 516 (+ 38 points). Le VIX a encore augmenté de 0,6%, à 29,35.

**VALEURS :** Etonnamment, les grands noms du secteur technologique ont affiché une solidité à toute épreuve, à peine affectés par l'annonce du gouvernement fédéral américain et d'une dizaine d'Etats de poursuites judiciaires contre Google pour abus de position dominante (cf. ci-dessous). Le titre d'Alphabet, la maison mère de Google et YouTube, a ainsi gagné 1,4%. Celui de Facebook a fini en hausse de 2,4% et celui d'Apple a progressé de 1,3%. En revanche, après la publication de ses résultats trimestriels décevants, l'action IBM a terminé la séance en chute de 6,5%. De son côté, Procter & Gamble (P&G) a continué à profiter de la demande accrue pour les produits de nettoyage depuis le début de la pandémie et a relevé ses prévisions annuelles. L'action a toutefois fini en hausse de seulement 0,4%, malgré ces excellents résultats (cf. **Les US en actions**). Le groupe de défense Lockheed Martin (- 3,0%) a aussi relevé ses prévisions annuelles après un troisième trimestre solide, soutenu par les ventes d'avions de combat F-35 au gouvernement américain. Après la clôture des marchés, l'action Netflix recule de 5,7% en électronique, après une baisse de 1,0% en clôture hier. Le groupe a déçu sur le nombre d'abonnés à son services de streaming (cf. Les US en actions). En revanche, Texas Instrument a annoncé un excellent trimestre, grâce à un rebond de la demande dans les secteurs automobile et électronique. Son action est en hausse de 1,4% ce matin en électronique. Autre publication après clôture, Snap (+ 24% en électronique) a annoncé que 249 millions d'utilisateurs utilisent son réseau social chaque jour, soit 11 millions de plus sur le trimestre, contre une progression de 5 millions attendue par le consensus. Snap voit dans ces bons chiffres l'impact des améliorations technologiques, y compris celles qu'il a apportées sur Android et qui ont été déployées l'année dernière. La société est maintenant en train de déployer une infrastructure plus rationalisée pour ses fonctions de messagerie, ainsi qu'une nouvelle barre de navigation destinée à aider les gens à localiser plus facilement diverses fonctionnalités. Son chiffre d'affaires a atteint 679 mlns \$, contre 446 mlns \$ un an plus tôt et 557 mlns \$ attendus. Sa perte nette est de 200 mlns \$ (14 cents par action), contre 227 mlns \$ au trimestre précédent (16 cents). Mais, après ajustements, ses EPS sont d'un cent. Selon Bloomberg, Goldman Sachs a accepté de payer plus de 2 Mds \$ pour clore un litige avec le ministère américain de la justice pour son rôle joué dans le scandale lié au fonds souverain malaisien 1MDB. Le groupe de médias et de divertissement ViacomCBS a annoncé la création d'une nouvelle structure intégrée de direction pour son écosystème global de services de streaming (téléchargement) gratuits et payants.

---

---

**BOURSES ASIATIQUES :** Les marchés boursiers de la région Asie-Pacifique sont soutenus par l'espoir d'un accord avant la fin de la semaine sur un plan de soutien à l'activité économique aux Etats-Unis, a priori nouvelle *deadline*. Le texte est « en cours de rédaction ». Les discussions entre l'administration Trump et les Démocrates se poursuivent et de « grands progrès » ont été faits, a déclaré, cette nuit, le chef de cabinet de Donald Trump, Mark Meadows, disant espérer qu'un accord puisse être trouvé d'ici la fin de la semaine. L'indice Nikkei 225 a terminé en hausse de 0,3%, le Kospi sud-coréen de 0,5% ou la bourse australienne de 0,1%. Comme souvent, les marchés chinois se distinguent. Le Hang Seng gagne 0,8%, notamment soutenu par China Unicom (+ 13,2%), China Mobile (+ 3,5%), Xiaomi (+ 2,0%), CNOOC (+1,5%) ou encore par les banques China Construction Bank (+ 1,6%) ou Industrial and Construction Bank (+ 1,3%). Par ailleurs, l'action Cathay Pacific (qui ne fait pas parti de l'indice Hang Seng) a rebondi de 3,2% après l'annonce de son plan de restructuration. Mais la bourse de Shanghai recule de 0,2%. Les valeurs technologiques profitent de la publication positive de Texas Instrument ou de Snap (qui gagne près de 24% en électronique) après la clôture de Wall Street, le secteur financier et des télécoms sont aussi favorisés. Sur le marché japonais, les compagnies aériennes ANA Holdings (+ 1,8%) et sa rivale Japan Airlines (+ 2,9%) ont profité de l'annonce d'accords sur l'assouplissement des conditions pour les voyages d'affaires entre le Japon et plusieurs pays asiatiques, dont la Chine. En revanche, l'appréciation du yen face au dollar a limité la hausse de la bourse de Tokyo. Le dollar connaît un accès de faiblesse face à de nombreuses devises ce matin en Asie et le taux à 10 ans américain dépasse le seuil des 0,80% (à 0,83%) dans les échanges électroniques. Les prix du pétrole sont dans le rouge en Asie (- 0,7% pour le WTI), après avoir inversé la veille la tendance baissière des jours précédents.

**CHANGES & OBLIGATAIRE :** Sur le marché des changes, le billet vert, considéré comme une devise « refuge » a reculé, grâce au regain de confiance des investisseurs dans la signature d'un compromis sur de nouvelles mesures de soutien à l'économie américaine dans les prochaines heures. L'euro a progressé de 0,5% à 1,1823 \$. De l'autre côté de l'Atlantique, les cambistes se focalisaient sur les négociations entre l'UE et le Royaume-Uni sur leurs relations post-*Brexit*. Londres et Bruxelles ont poursuivi mardi leur partie de ping-pong verbal, s'appelant mutuellement à faire un pas l'un vers l'autre pour débloquer des négociations commerciales plus enlisées que jamais. Malgré des mouvements parfois brusques sur une séance, l'euro et la livre sterling sont toutefois restées relativement stables ces derniers jours. Hier, la monnaie européenne unique s'est appréciée de 0,5% face à la livre, à 91,42 pence pour un euro. Les marchés obligataires se sont repliés sur la séance d'hier. Le taux de l'OAT10 ans de référence a progressé de près de 2 pb, à -0,325%, et celui du Bund de même échéance a augmenté de 3 pb sur le Bunds à -0,60%. Le 10 ans italien a progressé d'un point de base, à 0,728%, et celui de l'Espagne de près de 3 pb, à 0,186%. Du côté des Etats-Unis, le rendement du T-Note 10ans a augmenté de 3 pb, à 0,79%. Au plus haut depuis la fin août, il se rapproche du seuil psychologique des 0,80%.

**PETROLE :** Après trois séances dans le rouge, les cours du pétrole ont terminé la séance d'hier en hausse, soutenus par l'espoir d'avancées majeures sur un nouveau plan de soutien à l'activité aux Etats-Unis. Le baril de Brent pour livraison en décembre a fini à 43,16 \$ à Londres, en hausse de 1,3% ou 54 cents par rapport à lundi. A New York, le WTI, à échéance de novembre, dont c'était le dernier jour en tant que référence, a gagné 1,5% ou 63 cents, à 41,46 \$. Les investisseurs ont salué le compromis qui semble se dessiner entre Démocrates et Républicains sur de nouvelles aides économiques pour les entreprises et les ménages américains. La plupart des commentaires pointent vers la signature d'un accord entre les deux camps, même si l'ultimatum posé dimanche par Nancy Pelosi est passé.

---

## News clefs

La présidente Démocrate de la Chambre des Représentants et le secrétaire au Trésor se sont rapprochés d'un accord sur un nouveau plan de soutien à l'activité économique américaine mardi lors d'un entretien de 45 minutes, a déclaré le porte-parole de Mme Pelosi. Drew Hammill a ajouté que les discussions reprendront aujourd'hui. Donald Trump s'est dit prêt mardi à accepter un plan de soutien à l'économie américaine de plus de 2 200 Mds €, malgré les réticences des Sénateurs Républicains soucieux de ne pas plomber davantage le déficit. L'absence de majorité au Sénat

---

---

pourrait expliquer l'absence de communication, ce matin, sur ce plan, alors que Mme Pelosi annoncé hier matin : « à la fin de cette journée, nous saurons où nous en sommes ». Plusieurs sénateurs, dont Mitt Romney, ont prévenu qu'ils n'iront pas au-delà d'un plan de 1 800 Mds \$.

Le gouvernement fédéral américain a lancé mardi des poursuites contre Google pour abus de position dominante, préfigurant de possibles actions similaires contre Apple, Facebook et Amazon. Le numéro deux du ministère de la justice, Jeffrey Rosen, estime que Google a maintenu son monopole grâce à des pratiques visant à exclure la compétition et à lui nuire. Le ministère et 11 Etats ont intenté une action au civil contre Google pour poursuite illégale de monopole dans ses services généraux de recherche et dans ses services de recherche publicitaire. Le ministère l'accuse ainsi de forcer les consommateurs et les annonceurs à utiliser ses services sur les appareils sous Android via des applis qu'il est impossible d'effacer (comme Google Maps), ce qui restreint considérablement la concurrence. La plainte déposée à Washington appelle à des changements « structurels », et laisse donc envisager un possible démantèlement de Google. La date de l'annonce, à deux semaines de l'élection présidentielle américaine, suscite de nombreuses critiques. Les procureurs généraux des 11 Etats associés aux poursuites (Arkansas, Floride, Géorgie, Indiana, Kentucky, Louisiane, Mississippi, Missouri, Caroline du Sud, Texas et Montana) sont tous Républicains. Mais l'annonce a aussi été saluée à gauche et diverses enquêtes ont été lancées sur les Gafa depuis 2019, par des agences fédérales, une commission parlementaire bipartisane et les procureurs de la quasi-totalité des Etats américains. En 2001, après trois ans de procédure, le ministère de la Justice avait failli réussir à démanteler le groupe informatique Microsoft.

---

## Recherche économique et Stratégie

**Christian Parisot**

Head of Global Research  
☎ 01 53 89 53 74

✉ [cparisot@aurel-bgc.com](mailto:cparisot@aurel-bgc.com)

**Jean-Louis Mourier**

Economic Research  
☎ 01 53 89 54 46

✉ [jlmourier@aurel-bgc.com](mailto:jlmourier@aurel-bgc.com)

***Ce document peut être considéré comme un avantage non-matériel mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.***

### Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considéré comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.

Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur [www.aurel-bgc.com](http://www.aurel-bgc.com)

Copyright © Aurel-BGC, 2020, Tous droits réservés.